

# Expression des conseillers municipaux

Conformément à la loi du 27 février 2002, « un espace est réservé dans le bulletin municipal à l'expression des conseillers municipaux ».

## ÉLUS SOCIALISTES ET APPARENTÉS

### Conseils communaux

La démocratie locale à Dunkerque est riche d'une longue histoire où l'implication et la participation des citoyens dans le débat public et la prise de décision, à l'échelle du quartier, constituent une priorité et une exigence de l'action municipale. Depuis 1989, les socialistes ont largement participé à l'apparition et à la multiplication de dispositifs de démocratie participative : conseils communaux bien sûr, mais aussi ateliers de vie de quartier ou de travail urbain, relais-jeunes, conseil municipal d'enfants, conseils de maisons de quartier, etc.

Toute notre entreprise étant de favoriser le dialogue avec tous, au plus près des habitants, afin que chacun puisse participer à la vie de la cité. C'est par ce travail collectif et concerté que nous construirons le Dunkerque de demain, un Dunkerque où il fait bon vivre ensemble.

Car si voter constitue l'acte citoyen le plus indispensable, il est essentiel que chacun puisse aussi se sentir impliqué, concerné, et, au quotidien, faire entendre sa voix, ses idées, ses préoccupations pour l'avenir de sa ville. Donner à chacun l'envie de participer activement à la vie de la cité est une nécessité. L'écouter, un devoir !

Les conseils communaux participent largement de cette dynamique ; c'est ainsi que dans le prolongement des élections municipales de mars dernier, chaque quartier dunkerquois voit se renouveler cet espace de dialogue, de participation et de débat. À cette occasion, Michel Delebarre a pu installer chacun des conseils communaux où se mêlent renouvellement et expérience, une manière de poursuivre sur les fondements solides de la démocratie participative à Dunkerque tout en apportant du sang neuf dans ces instances.

Doté d'une autonomie financière égalitaire et encadrée, chaque conseil communal présidé par un de ses membres participera dès lors à la définition et au suivi du projet de développement de son quartier, le tout piloté et animé par le maire adjoint. Il s'agira ainsi de définir un certain nombre d'axes fédérateurs des forces vives du quartier au regard de son identité et de ses spécificités, le tout inséré dans une logique de développement du territoire.

Les conseils communaux auront aussi à participer aux grands projets de la Ville et tout particulièrement au projet de « Dunkerque Centre Agglo » qui rassemblera dans le cadre des concertations l'ensemble des habitants des quartiers de notre ville.

Il s'agira également pour les conseils communaux d'apporter leur écho aux différents ateliers de quartier déjà existants tout en développant les liens et la coopération avec les associations locales.

Enfin, le partenariat avec le conseil de développement durable de l'agglomération sera renforcé, ainsi que le rôle indispensable de sensibilisation à l'Europe.

Échanger, proposer, débattre pour écrire ensemble notre avenir, voilà un principe sur lequel nous sommes particulièrement attentifs et que nous nous attachons continuellement à développer pour le bien-être de l'ensemble des Dunkerquois.

## ÉLUS L'ÉCOLOGIE « LES VERTS »

### L'eau d'ici

L'eau est indispensable à la vie. C'est un élément précieux pour toute organisation vivante, et l'accès à ce trésor - on l'oublie trop souvent - constitue un droit inaliénable. L'eau, aussi vitale soit-elle, est bien souvent malmenée, agressée, raréfiée, par l'usage abusif qu'on en fait. Aussi, l'eau transporte avec elle toutes les pollutions qu'elle trouve sur son passage. Pour toutes ces raisons, l'eau ne peut pas être considérée comme une marchandise.

Actuellement, des changements d'organisation sont en train de s'opérer dans le domaine de la distribution de l'eau potable. Les collectivités locales ont en effet le choix d'opérer directement (on parle alors de régies municipales) ou de confier la tâche à une entreprise privée (on parle alors de délégation de service public). En France, 60 % des communes ont délégué leur compétence en matière de gestion de l'eau à des sociétés privées. Comme à Dunkerque où, par l'intermédiaire du Syndicat mixte d'alimentation en eau de la Région dunkerquoise, nous avons fait le choix de cette délégation privée pour nous décharger d'investissements onéreux d'équipements techniques complexes. Mais Paris vote ces jours-ci la remunicipalisation de la distribution d'eau, déléguée au privé depuis 1985. Cette remunicipalisation est d'abord un choix politique fort ; Anne Le Strat, adjointe chargée de l'eau à Paris, apparentée socialiste, déclarait dans le journal Libération du 24 novembre : « Cette ressource n'est pas une marchandise comme une autre. Et il m'apparaît normal qu'elle soit soustraite au privé. ». Le retour en régie municipale permettra d'économiser 30 millions d'euros par an, la marge des distributeurs.

Alors, si le contexte dunkerquois n'est pas le même qu'à Paris, cela donne tout de même envie ! Il importe de toute façon de rester vigilant pour maîtriser les coûts. Poursuivons nos efforts pour réduire nos consommations ! Préservons cette ressource, elle est irremplaçable !

Nous contacter : <<http://www.verts-nord-littoral.ouvaton.org/>>  
27 rue du Maréchal French 59140 Dunkerque. Tél. 03 28 26 59 78

## ÉLUS COMMUNISTES

### Une attaque sans précédent

Le 20 novembre la quasi-totalité des syndicats enseignants, du public et du privé, de la maternelle aux universités, appelait à faire grève pour dénoncer des mesures gouvernementales qui accélèrent, un peu plus encore, le désengagement de l'État du service public de l'éducation. Le ministère a beau tenter de manipuler les chiffres, le mouvement a rassemblé dans les rues des dizaines de milliers de manifestants, professeurs des écoles, universitaires et souvent des lycéens et des étudiants.

L'éducation nationale subit une attaque sans précédent comme l'atteste le désengagement qui s'illustre clairement à travers le projet de loi de finances 2009 qui prévoit la suppression de 13 500 postes ceci alors que 11 000 postes ont déjà été supprimés cette année.

De même, l'annonce du transfert, en 2009, de 3 000 maîtres spécialisés sur les 9 000 exerçant dans les réseaux d'aide spécialisés pour les élèves en difficulté (RASED) dans des classes ordinaires signe

la disparition de l'enseignement spécialisé et de la lutte contre l'échec scolaire. Dans le primaire et en maternelle, 6 000 postes seront supprimés à la rentrée 2009, alors que 16 000 élèves supplémentaires sont attendus. Ces choix qui n'obéissent qu'à une simple logique comptable viennent rompre avec la conception républicaine et démocratique de l'école. L'ambition prioritaire doit redevenir la réussite scolaire pour tous. Cela passe d'abord par l'arrêt des suppressions de postes, le remplacement des enseignants partant à la retraite, une politique active de recrutement et de formation des différents personnels d'accompagnement et un véritable plan de lutte contre les inégalités scolaires. Notre pays a les moyens suffisants pour mener une politique autrement plus ambitieuse en matière éducative à l'image par exemple du plan d'urgence de 360 milliards d'euros pour sauver les banques. Dans une telle période de crise, ce serait la réponse la plus efficace pour préparer l'avenir.

67 rue de l'Amiral Ronarc'h, Dunkerque - Tél. 03 28 66 33 22 -  
Fax 03 28 66 33 16 - <http://dunkerque.gauchepopulaire.fr/> - [particom@free.fr](mailto:particom@free.fr)

## ÉLUS RADICAUX DE GAUCHE

### Fin d'année, période de fête et de réjouissance mais pour qui ?

La majorité des Français aborderont les fêtes avec morosité, même s'il faudra donner le change aux enfants. Fin d'année, bilan, point d'étape de la politique SARKOZIENNE et catastrophe.

Les délires du capitalisme financier international vont coûter très cher aux Français : augmentation du chômage, précarité, diminution sensible du pouvoir d'achat, licenciements. La liste n'est pas exhaustive. Que dire du sort des intérimaires, des retraités, des entreprises sous-traitantes de l'automobile, de la grosse industrie et de leurs ouvriers. Ne le laissons pas se cacher derrière un rideau de fumée ; la gestion du président Sarkozy et de son gouvernement est catastrophique, démagogique, préjudiciable aux citoyens non fortunés ; elle l'était bien avant la crise financière.

Nous avons dénoncé bien antérieurement la crise économique, la crise sociale ; mais Monsieur Sarkozy vit sur un nuage et croit détenir la vérité. Il nous emmène au gouffre : il rejette aujourd'hui, mais peu, le libéralisme absolu qu'il encensait hier, il fait aujourd'hui l'inverse de ce qu'il préconisait. Il est déjà temps de nous réveiller et de nous réunir : les échéances approchent, cessons nos querelles et nos egos démesurés ; soyons organisés et prêts.

Contact : PRG, 36 avenue de la Mer, 59240 Dunkerque.

## ÉLUS MOUVEMENT RÉPUBLICAIN ET CITOYEN

### Solidarité avec les salariés d'Arcelor-Mittal et les sous-traitants

Les dernières nouvelles en provenance du groupe Arcelor-Mittal ne sont pas bonnes. 9 000 suppressions de postes « sur la base du volontariat » dans le monde, dont 6 000 en Europe. On peut légitimement s'interroger sur le sort qui sera réservé au site de Dunkerque

et sur la notion de volontariat en pareille circonstance !

Sur 8 hauts fourneaux que possède Mittal aux États-Unis, 6 sont déjà à l'arrêt ; sur les 28 en Europe, 18 le sont dont un à Dunkerque et bientôt fin décembre un second. Certes les effets de la crise se font durement sentir et la chute des ventes dans l'automobile et l'électro-ménager sont deux raisons essentielles à ce ralentissement sévère. Mais on peut aussi s'interroger : pourquoi autant de fermetures ? Peut-être pour maintenir un taux élevé de rentabilité et de bénéfice en 2009. L'entreprise est en bonne santé financière, continue de dégager des profits importants, les investissements doivent donc se poursuivre (réhabilitation à neuf de deux hauts fourneaux à Dunkerque pour 2010 et 2012) et l'emploi maintenu. Il ne faut pas perdre de vue qu'Arcelor-Mittal fait aussi travailler 320 entreprises sur le Dunkerquois. L'impact est donc colossal.

Les salariés d'Arcelor-Mittal sont aujourd'hui dans une situation difficile puisqu'on leur demande de « liquider » leurs RTT et soldes de congés afin d'éviter le chômage technique. Nous tenons à leur faire part de notre solidarité dans ces moments difficiles. Nous partageons également leurs inquiétudes quant à la situation économique du pays et de l'entreprise. Quant aux sous-traitants, c'est tout simplement le chômage. Nous en appelons également aux responsables publics au premier rang desquels l'État. La France ne peut en aucun cas se désintéresser du sort d'une telle industrie dont l'importance stratégique et économique est essentielle pour le pays. Il est donc urgent de mettre en œuvre une véritable politique industrielle dégagée des dogmes néolibéraux et libres-échangistes qui ont abouti à la perte de nos plus beaux fleurons industriels et aux délocalisations massives dans notre pays et en Europe.

Pour contact : [clnicolet@wanadoo.fr](mailto:clnicolet@wanadoo.fr)

## ÉLUS LES ALTERNATIFS

### Collecte de jouets pour Noël

La politique c'est trop souvent les grands discours, les belles paroles et les jolis programmes où l'on promet un monde meilleur. Pour les Alternatifs du littoral, la politique c'est aussi et d'abord être au service des autres et notamment au service des personnes les plus démunies. Ainsi, après la collecte de couvertures et de vêtements chauds que nous avons organisée récemment, comme nous le faisons chaque année, et que nous avons remis à la Croix-Rouge, les Alternatifs organisent ces jours-ci une collecte de jouets pour Noël. Cette collecte se déroule au 25 rue de la Paix à l'occasion de trois permanences par semaine :

Le lundi de 10 h à 12 h

Le mercredi de 17 h à 18 h

Le samedi de 10 h 30 à 12 h.

Ces jouets seront remis pour le 15 décembre aux Restos du cœur. Nous souhaitons à chacun et chacune d'entre vous d'agréables fêtes de fin d'année.

Pour tous contacts : venir à nos permanences du samedi matin de 10h30 à 12h au 25 rue de la Paix, 59140 Dunkerque ou écrire à cette même adresse. Il est possible aussi de nous contacter par mail : [l.alternatifs@laposte.fr](mailto:l.alternatifs@laposte.fr)

# Expression des conseillers municipaux

Conformément à la loi du 27 février 2002, « un espace est réservé dans le bulletin municipal à l'expression des conseillers municipaux ».

## ÉLUS « ENSEMBLE POUR DUNKERQUE »

### ➔ Nécessaire sobriété fiscale.

Le débat d'orientation budgétaire sera au cœur du prochain conseil municipal. Nous n'en connaissons pas encore les grandes tendances mais on pourrait penser que la crise mondiale n'a pas atteint Dunkerque quand on voit ce qui s'y passe. Les grands projets s'additionnent. On démolit, on construit. Il faut que cela bouge, mais est-ce vraiment dans l'intérêt des citoyens et des contribuables ?

Immédiatement après les élections municipales, la tentation est grande d'augmenter les impôts locaux. Ce ne serait ni raisonnable ni juste parce que l'année 2009 s'annonce difficile pour l'emploi et le pouvoir d'achat. Nombre d'élus tenteront pourtant de justifier les hausses en disant que c'est la faute de l'État qui transfère des responsabilités sans en donner les moyens... Où est la vérité ?

En fait, l'État a considérablement renforcé le soutien qu'il apporte aux collectivités locales par l'accroissement de la DGF, l'augmentation du soutien à l'investissement et, surtout, par la prise en charge croissante des exonérations et dégrèvements de la taxe d'habitation et de la TP. Avant le 15 février 2009, les villes de plus de 10000 habitants auront d'ailleurs obligation de publier l'évolution des dotations, des exonérations et des dégrèvements pris en charge par l'État. Mais qui paie ? En France, les 2/3 des foyers sont exonérés totalement ou partiellement de la taxe d'habitation. Dès lors, la dépense publique locale ne pèse que sur le tiers restant, ce qui peut être électoralement utilisé abusivement...

En 2009, nous pensons en tout cas que la priorité doit être accordée à la maîtrise des dépenses et à la recherche d'économies plutôt qu'à la hausse des impôts.

### Bientôt la foire

Dans quelques jours, la foire d'hiver va s'installer pour un mois. Son nouvel emplacement, le long du canal exutoire, a suscité et suscite encore bien des oppositions. Nous ne reviendrons pas sur les arbres « malades » qu'il a fallu couper mais sur l'emplacement choisi sur un axe majeur de circulation. Bloquer le pont Emmery n'est pas un choix judicieux ! Embouteillages, difficultés pour accéder ou de sortir des voies d'autoroute, accès difficile pour les lycéens.

Voilà ce que nous devons subir pendant un mois, sans parler de la remise en état de la voirie et du nettoyage à effectuer une fois la foire terminée ! Pourquoi pérenniser son emplacement le long du canal exutoire ? Ne peut-on pas trouver un endroit plus approprié ?

### Politicailleries

Les conseils communaux ne devraient pas être des lieux de débats politiques mesquins, mais certains élus ne l'entendent pas ainsi.

À Rosendaël, nous avons eu droit au « réveil de Rosendaël qui semblait s'être installée dans la léthargie après la fusion » de 1972 !

Quels sont les équipements que la nouvelle municipalité a mis en place depuis 1989 ? Peu nombreux à vrai dire et il fallait donc peu de chose pour que Rosendaël se réveille, Rosendaël ne dormait pas ! À Malo, c'est un refrain comparable que nous avons entendu lors de l'installation du 23 novembre. Pour le maire adjoint, Malo reste le « repaire des riches ». La majorité vient toutefois de découvrir

qu'il y a de la pauvreté ici et « qu'il y en a même beaucoup ». Nous, on le sait depuis longtemps. Nombreux sont ceux qui ont quitté Malo et sa taxe d'habitation élevée pour aller habiter les communes avoisinantes où les impôts locaux sont plus raisonnables. On pourrait ajouter que la mixité sociale est bien réelle à Malo. Il suffit de faire du porte à porte, comme nous l'avons fait pendant la campagne des municipales, pour s'apercevoir que là où il y avait une seule famille et donc une seule sonnette, il y en a maintenant trois ! Ceux qui douteraient encore de la mixité sociale à Malo n'ont qu'à faire un tour du côté du nouveau cimetière pour compter les « barres » d'immeubles. On en construit une nouvelle de trois étages, en face d'une autre, plus haute encore. Elles sont situées à moins de dix mètres l'une de l'autre ! Les habitants pourront se parler de fenêtre à fenêtre ; ils pourraient même tendre une corde à linge pour le faire sécher, mais nous doutons fort que le soleil puisse pénétrer entre les deux édifices.

Ensemble pour Dunkerque : Jacqueline Gabant, Daniel Thienpoent, Laurence Wattre, Pierre le Boeuf. 12 place du Palais de Justice - 59140 Dunkerque.

## ÉLUS « DUNKERQUE, DEMAIN, AVEC VOUS »

### ➔ La crise... de nerfs

Le Parti socialiste est au bord de la crise de nerfs. Les conflits de personnes et les divisions de courants rendraient le spectacle comique si nous n'étions dans une situation de grave crise sociale et économique. Tout d'abord, loin de nous l'idée de rire du désarroi des militants qui observent leurs dirigeants s'entre-déchirer dans des luttes fratricides. Ces militants sont sincères, dévoués et honnêtes. Ils méritent mieux que cela. Loin de nous aussi l'idée de rire de la paralysie du plus grand parti d'opposition dans notre démocratie. Car telle est la question : qui va mener le combat démocratique ? Aujourd'hui, François Bayrou est bien seul à s'opposer à la politique menée par M. Sarkozy. Or plusieurs éléments extrêmement graves se produisent : le gouvernement s'attaque aux retraites en les retardant jusqu'à 70 ans, il met en cause les principes mêmes de l'école, ce qui a provoqué la colère des enseignants, il se prépare à autoriser le travail du dimanche, il fait main basse sur l'audiovisuel public, et enfin il vient de commettre en faveur de M. Tapie un véritable hold-up des deniers publics. En quoi tout cela est-il grave ? Sarkozy met en œuvre une société à l'américaine, où la seule chose importante, c'est l'argent et le profit, au détriment de la santé, de la vie de famille ou entre amis. C'est une société inhumaine, qui contrôle les esprits, la culture, l'éducation, la presse, en particulier la télévision. C'est enfin un gouvernement de l'esbroufe, incapable de mener la lutte contre la grave crise mondiale. Pour s'opposer, il faut être plusieurs et se préparer à mener une autre politique. Ce combat se mènera avec le MoDem. L'important est que toutes les forces démocratiques engagent le fer, en même temps et si possible ensemble, pour arrêter Sarkozy, redresser ce pays et préparer l'avenir. À Dunkerque, nous devons être prêts à mener ce combat, tandis que la crise frappe à la porte. Pour notre part, nous le ferons avec tous les partis démocratiques. Espérons que les socialistes reviendront à leur sens des responsabilités.

Édith Varet, Pierre Yana, Conseillers municipaux « Dunkerque demain, avec vous » - Blog : pierre-yana.fr - Tél. 06 10 26 26 05.

## ÉLUS « LE DÉFI DUNKERQUOIS »

### ➔ Bienvenue aux délégués communaux



D. Aufauvre, Malo-les-Bains  
P. David, Petite-Synthe  
M. Dereudder, Rosendaël  
C. Tartar, Dunkerque-Centre

Bon courage aux délégués du Défi Dunkerquois : Dominique Aufauvre, Patrice David, Michel Dereudder, Catherine Tartar.

### Conseils communaux - La démocratie bafouée

Au conseil municipal, les élus d'opposition sont 9 sur 49 élus. Dans les conseils communaux, cette représentation est réduite à 4 délégués sur 33, soit un peu plus de 10 % du conseil pour représenter les 44 % de Dunkerquois n'ayant pas voté socialiste.

Pire, en contradiction avec les usages de toute assemblée, le président ou la présidente est nommé(e) par le maire et non élu(e) par le conseil.

### Pour l'autonomie des anciennes communes

Donner le pouvoir de décider aux conseils communaux en matière de logement et d'animation : c'est une proposition du Défi Dunkerquois que nos délégués défendront.

### Nos coups de cœur

- Yacht Club de la Mer du Nord pour l'anniversaire de ses 50 ans. Une association indépendante et dynamique qui ne demande aucune subvention.

- L'AMAP, association pour le maintien de l'agriculture paysanne, et son initiative de projeter le film « Les enfants nous accuseront » afin de promouvoir l'agriculture biologique.

- Livre « Où on va papa ? » de Jean-Michel Fournier : l'expérience touchante d'une famille face au handicap de ses enfants.

Le Défi Dunkerquois - 10 rue Jean Bart - 59140 Dunkerque - <http://defidunkerquois@gmail.com>.

## ÉLUS « LUTTE OUVRIÈRE »

➔ Pour contacter Jacques Volant : 06 13 56 19 78.

## Permanences des adjoints

sur rendez-vous

### ◆ Hôtel de ville

- Alain Vanwaefelghem (Premier adjoint, finances) : 03 28 26 27 77.
- Gracienne Damman (Relations internationales) : 03 28 26 26 03.
- François Liber (Santé, prévention) : 03 28 26 26 05.
- Joëlle Crockey (Éducation, petite enfance) : 03 28 26 27 61.
- Marianne Nouveau (Culture, lecture publique) : 03 28 26 26 46.
- Vincent Leignel (Urbanisme) : 03 28 26 26 18.
- Marie-Noëlle Loger (Animation, Fêtes) : 03 28 26 27 21.
- Patrice Vergriete (Sports) : 03 28 26 25 19.
- Zoë Carré (Promotion de l'égalité et des Droits de l'Homme, lutte contre les discriminations) : 03 28 26 25 99.
- Claude Nicolet (Aide au développement) : 03 28 26 27 77.
- Anne-Marie Dubreucq (Qualité du Service public, observatoire du pouvoir d'achat) : 03 28 26 27 77.
- Daniel Lemang (Démocratie locale, débat de société, rapporteur du budget) : 03 28 62 70 28.

### ◆ Maison de l'Armateur

- 03 28 26 26 20 ou 03 28 26 26 22 ou 03 28 26 26 84.
- Marcel Lefèvre (Écologie urbaine, voirie et éclairage public).
- Wulfran Despicht (Logement, habitat, hygiène et salubrité, soutien aux associations à caractère social et humanitaire).
- Salim Draï (Nouvelles technologies de l'information et de la communication).
- Marie Fabre (Insertion).
- Philippe Waghemacker (Citoyenneté, affaires militaires, anciens combattants, sécurité publique).
- Jeanne Becquet (État civil, commissions de sécurité et d'accessibilité).
- Claudine Ducellier (Déplacements urbains).
- Jo Dairin (Affaires économiques et portuaires, professions libérales, artisanat et commerce).
- Karima Mahroug (Cultures urbaines).
- Bernard Dormaël (Jeunesse et vie étudiante, enseignement supérieur).
- Louardi Boughedada (Politique de la ville et rénovation urbaine).

### ◆ CCAS

- Fabrice Baert (Animation des personnes âgées) : 03 28 58 93 87.